

# Villes résilientes

## Fiches d'expériences

# Villes résilientes

## Fiches d'expériences



Une publication réalisée dans le cadre du programme Villes résilientes coordonné par GESCOD, avec les villes de Loos-en-Gohelle et Yaoundé VI, l'appui de la Fabrique des transitions et d'Assoal et le soutien de l'AFD, de l'ADEME et de l'Agence de l'eau Artois-Picardie, avec la participation du Feicom, des CVUC et d'ERA-Cameroun - juin 2026.

LE PROGRAMME 'VILLES RÉSILIENTES'	05
LA COOPÉRATION À YAOUNDÉ VI	06
LE BUDGET PARTICIPATIF À YAOUNDÉ VI	09
LES CH'TI TAIDX À LOOS-EN-GOHELLE	12

## LE PROGRAMME « VILLES RÉSILIENTES »

Assoal et La Fabrique des transitions accompagnent les communes de Loos-en-Gohelle et de Yaoundé VI dans le cadre du programme « Villes résilientes », financé par l'Agence française de développement (AFD), l'ADEME et l'Agence de l'eau Artois Picardie, sous la coordination générale de GESCOD, en particulier de son antenne camerounaise.

Ce programme de coopération décentralisée, pensé en logique de réciprocité, vise à croiser les expériences des deux collectivités autour des projets de création d'une Agence municipale de l'Eau et de l'Environnement (l'AMEE) à Yaoundé VI d'une part, et d'autre part de révision du projet de territoire de Loos-en-Gohelle (le renouvellement de la Charte du Cadre de Vie, formalisée au début des années 2000, en « Boussole loossoise » pour le monde qui vient à l'horizon 2050).

Les apports et échanges réciproques des deux communes ne sont pas du registre purement technique ou matériel : ils visent à nourrir la gouvernance, l'implication et l'agencement des acteurs (notamment les habitants et organisations de la société civile ou acteurs socio-économiques), le positionnement politico-stratégique des deux projets et le cadrage des assistances à maîtrise d'ouvrage qui en découle.

Située dans le bassin minier du Nord de la France, Loos-en-Gohelle a entrepris depuis près de trente ans une démarche de résilience territoriale par le développement durable, à la suite du choc économique et social associé à la fermeture des mines à la fin des années 1980. La commune a expérimenté et progressivement modélisé une méthode de la conduite de changement systémique, visant un modèle de développement qui favorise l'émancipation des habitants, la préservation de l'environnement et l'apparition de modèles socio-économiques coopératifs.

De son côté, la commune d'arrondissement de Yaoundé VI est également engagée sur des enjeux de développement durable et jouit d'une pratique ancrée de la participation des habitants sur plusieurs projets (hygiène et assainissement, aménagement du territoire, climat) au service de la résilience territoriale. Elle jouit d'une pratique ancrée de la participation citoyenne grâce à l'institution du budget participatif depuis 2009, auquel est associée une culture de partenariat et de coopération qui favorise l'implication des tous dans les actions de développement durable.

L'intérêt partagé des deux villes pour les enjeux de « transition écologique » a débouché sur un partenariat de coopération décentralisée, à l'origine du programme « Villes résilientes ».

Fondé sur des échanges entre pairs à l'échelle internationale, l'accompagnement mobilise des délégations d'élus, d'agents des deux collectivités et d'acteurs socio-économiques dans chacun des deux territoires. Il embarque également des journalistes français et camerounais pour une mise en récits croisée du programme.

*L'intérêt partagé des deux villes pour les enjeux de « transition écologique » a débouché sur un partenariat de coopération décentralisée.*

Pour la Fabrique des transitions et Assoal, c'est l'occasion d'enrichir leur approche de la conduite de changement systémique dans un contexte international francophone, et de construire un « référentiel ouvert et partagé » utile non seulement pour Yaoundé VI et Loos-en-Gohelle mais aussi pour d'autres villes « soeurs » qui souhaiteraient y contribuer.

# LA COOPÉRATION À YAOUNDÉ VI

## Contexte du projet

### Les raisons qui ont conduit à la coopération

La coopération a été principalement catalysée par des changements significatifs intervenus au niveau de l'Etat camerounais dans les années 90, marqués par la décentralisation et la liberté de création d'associations. Cette évolution a permis d'encourager une approche participative, soulignant que le développement local ne peut être réalisé en vase clos ; la mairie a besoin de l'appui des acteurs de développement tels que les associations et les Comités d'animation et de développement (CAD).

### Les besoins spécifiques qu'on a cherché à adresser

Les besoins spécifiques qui ont motivé cette coopération incluent l'accès à un cadre de vie amélioré, ce qui se traduit par des projets d'aménagement des routes, la mise en place des bornes fontaines et d'autres infrastructures essentielles (services sociaux de base). Pour répondre à ces besoins, il était crucial d'instaurer un cadre formel à travers des entités reconnues légalement, garantissant ainsi une meilleure coordination et un suivi efficace des projets.

### Les mécanismes d'identification des acteurs de développement dans la mise en œuvre de la coopération

Pour identifier les acteurs de développement impliqués dans cette coopération, divers mécanismes ont été mis en place. Des ONG, des associations, des Groupement d'intérêt communautaire (GIC), ainsi que des chefs et comités de quartier, sans oublier les opérateurs économiques et élus locaux, ont été intégrés dans le processus. Cette diversité d'acteurs permet une approche holistique et inclusive du développement.

### Les objectifs

Les objectifs de cette coopération varient selon

les circonstances. Dans certains cas, ce sont les acteurs qui se dirigent vers la mairie pour établir un partenariat ; dans d'autres, la mairie prend l'initiative de se rapprocher des acteurs. Ce processus est souvent formalisé par une délibération qui officialise le partenariat. De plus, la délibération du conseil municipal s'appuie sur une analyse institutionnelle via le diagnostic institutionnel communal pour identifier le profil des acteurs avec lesquels elle souhaite coopérer. Ce cadre collaboratif vise à renforcer l'efficacité des interventions et à maximiser l'impact positif sur la communauté.

## Déroulement chronologique de l'expérience

### Les différentes étapes de mise en œuvre de la coopération dans la commune

La mise en œuvre de la coopération à Yaoundé VI a débuté au milieu des années 90 avec l'implication d'organisations telles qu'Assoal, ERA Cameroun et Tamtam Mobile, qui ont initié des actions communautaires soutenues par la mairie à travers le projet Fourmi 1 (Fonds aux Organisations Urbaines et aux Micro-Initiatives). Parallèlement, les CAD ont pris le relai des initiatives communautaires. Des associations informelles, notamment celles composées de jeunes organisant des tournois pendant les vacances, ont également contribué à cette dynamique. Au fil du temps, des réseaux comme le Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC) ont vu le jour et ont permis une meilleure structuration des efforts. La mise en place du Budget Participatif a marqué une étape clé dans cette évolution, suivi par l'établissement en 2024 de 20 comités de quartier sur les 24 quartiers existants dans la commune.

### Les mécanismes de mobilisation des acteurs

Pour mobiliser les acteurs nécessaires à cette coopération, plusieurs mécanismes ont été utilisés : certains ont directement été mobilisés par la mairie tandis que d'autres l'ont été par des partenaires financiers. Les appels à propositions ont également joué un rôle crucial dans cette mobilisation.

### Les moyens utilisés pour faciliter la collaboration entre la mairie et les acteurs de développement

Afin de faciliter la collaboration entre la mairie et ces acteurs, divers moyens ont été employés : financement de projets, formations, réunions dans le cadre du BP et concours tels que l'opération « Yaoundé 6 propre » qui récompense le quartier le plus propre. Des initiatives législatives ainsi que des actions informelles comme le lobbying ont également renforcé cette collaboration.

### Les moments ou événements marquant dans le déroulement de cette coopération

Des moments marquants jalonnent cette coopération : par exemple, le Centre National des Handicapés d'Etoug-Ebe a été soutenu par la mairie lors d'un concours national sur les espaces verts organisé par la FAO lors de la célébration de la Journée internationale de l'alimentation, se classant deuxième au niveau national. La création/structuration du conseil municipal enfants en collaboration avec la mairie de Erstein (France) a également permis d'inclure un volet sur l'inclusion sociale. A ce propos, un représentant de la société civile a fait ce témoignage : « On avait constaté que les personnes vivant avec un handicap étaient toujours laissées en marge. Cette initiative a permis de mettre au gout du jour d'associer ces personnes dans le choix des projets de la communauté ». D'autres réalisations notables incluent l'aménagement des rampes d'accès dans les écoles selon les moyens disponibles et l'établissement bien structuré des CAD dans tous les quartiers.

Le projet PAMOP -C a favorisé l'interaction entre la mairie et les associations grâce à un financement substantiel provenant de l'UE. Divers projets tels que Villes Résilientes ou PE-DECUDE avec ASSOAL et le RNHC ont financé des microprojets pour améliorer le cadre de vie local. L'on note aussi des projets comme Fourmi 1 et 2 ; et le projet JeVais respectivement financés par l'UE et la coopération française ainsi que la convention entre la mairie et le FAO pour l'initiative Ville verte/Green city.

Par ailleurs, des initiatives telles que l'extension du réseau par Ingénierie Sans Frontières ou encore l'aménagement des marchés (Acacia, Etoug-Ebe, Mendong et rond-point Express) et aires de jeu (Etoug-Ebe, Mvog Betsi, Melen I, Biyem Assi, camp Yeyap et Mendong) ont également marqué cette période.

Enfin, les campagnes de sensibilisation sur les enjeux sanitaires comme le choléra ou COVID-19 témoignent d'une volonté constante d'améliorer le bien-être des citoyens tout en renforçant cette coopération.

## Perceptions du projet

### Le vécu personnel au sein du dispositif de coopération

La coopération dans la CAY 6 revêt une importance cruciale pour le développement local et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Au fil des années, le dispositif de coopération a permis d'instaurer une culture de l'inclusion qui, bien que positive, nécessite encore des efforts pour renforcer les capacités des acteurs impliqués.

### Les apports de la coopération pour la commune et ses citoyens

Les apports de cette coopération sont multiples et tangibles. Grâce aux ateliers de formation initiés par des ONG comme Sightsavers, les conseillers municipaux ont acquis un regard inclusif sur les projets communautaires, garantissant ainsi que les besoins de tous les citoyens soient pris en compte. De plus, l'aménagement de plusieurs kilomètres de routes, la création des points d'eau et l'amélioration de l'éclairage public dans les 24 quartiers témoignent d'un impact direct sur la qualité de vie des habitants. D'où cette déclaration d'un citoyen : « ce genre d'initiative a permis d'améliorer considérablement nos conditions de vie. Il est dès lors plus aisé pour nous de nous mouvoir d'un point A à un point B ». Les formations professionnelles et l'appui à l'insertion socio-économique des personnes vulnérables illustrent également la volonté d'adresser les défis sociaux tout en structurant diverses dynamiques du territoire.

### Les limites ou obstacles dans la mise en œuvre de la coopération

Cependant, plusieurs limites entravent la mise en œuvre efficace de cette coopération. Les conflits de compétences entre acteurs, le manque de communication et les ingérences politiques compliquent souvent le processus. De plus, les comités ou chefs de quartier rencontrent des difficultés liées aux moyens

financiers sollicités en contrepartie, ce qui peut freiner l'avancement des projets. Le suivi des infrastructures après réalisation est également un enjeu majeur ; il n'est pas rare que des projets irréalistes soient proposés sans tenir compte des réalités du terrain. Par exemple, la demande d'une école dans un quartier déjà saturé illustre ce décalage entre besoins exprimés et les possibilités réelles.

### Les exemples concrets de tension

Des tensions concrètes émergent également autour des questions foncières. Dans certains cas, comme au marché de Biyem-Assi, les travaux ont été bloqués par des revendications familiales sur les terres où la commune a implanté ce projet. A l'ancien marché d'Etoug-Ebe, elle a dû faire face à un conflit lorsque des constructions ont été réalisées sur une emprise communale, suscitant la contestation d'un individu brandissant un titre foncier.

En somme, malgré certains obstacles et tensions, la coopération à Yaoundé VI demeure essentielle pour le développement durable et inclusif de la commune. Elle appelle à une collaboration renforcée entre tous les acteurs afin d'optimiser ses retombées bénéfiques pour la communauté.

## **Recommandations**

Pour renforcer la coopération à Yaoundé VI, plusieurs recommandations essentielles doivent être mises en œuvre.

### Pour les acteurs de développement

Tout d'abord, il est crucial de structurer les acteurs de développement. Par exemple, lors d'un voyage à Cotonou au Bénin, des associations camerounaises ont pu observer que la mairie avait construit une maison de la société civile pour accueillir les associations non encore enregistrées, facilitant ainsi leur intégration. Une initiative similaire pourrait être bénéfique à Yaoundé VI.

Il est également recommandé d'élaborer une cartographie des acteurs par secteur afin d'identifier clairement les intervenants et leurs rôles respectifs. L'actualisation du DIC s'avère nécessaire pour garantir que toutes les actions et projets soient bien référencés et suivis.

Pour renforcer les compétences des acteurs locaux, il faudrait multiplier les sessions de formation et de renforcement des capacités. Parallèlement, l'élaboration d'un plan de développement local permettra d'établir une feuille de route claire pour l'avenir.

### Pour la mairie

Ensuite, il est impératif de vulgariser toutes les actions de coopération en cours. Une communication claire et accessible permettra aux populations de mieux comprendre et de s'approprier les initiatives mises en place, ce qui est essentiel pour leur pérennité.

La création de plateformes d'échanges serait un excellent moyen de favoriser la collaboration entre les différents acteurs du développement.

Enfin, il est crucial d'élaborer une cartographie des opérateurs économiques et de les impliquer activement dans les cadres de concertation afin de garantir une synergie efficace entre tous les partenaires du développement.

En mettant en œuvre ces recommandations, Yaoundé VI pourra non seulement améliorer la coopération au sein de sa communauté, mais également assurer un développement durable et inclusif pour tous ses citoyens.

*La coopération a été principalement catalysée par des changements significatifs intervenus au niveau de l'Etat central dans les années 90, marqués par la décentralisation et la liberté de création d'associations.*

# LE BUDGET PARTICIPATIF DE YAOUNDÉ VI

## **Contexte du projet**

Le budget participatif (BP) dans la commune d'arrondissement de Yaoundé VI (CAY 6) a émergé comme une initiative novatrice, inspirée par des expériences réussies d'Amérique latine et soutenue par ONU habitat. Après une formation dispensée à l'Association des Amoureux du Livre (Assoal) et le Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC), cette dernière a entrepris de sensibiliser les mairies, dont celle de Yaoundé VI, qui a rapidement saisi l'importance de ce concept pour renforcer le lien avec sa population. Ce projet visait à répondre à un besoin crucial d'efficacité et de proximité, répondant ainsi aux échecs précédents liés à l'absence de consultation des citoyens dans la gestion des affaires locales.

Pour informer et mobiliser la population, la mairie a adopté une approche proactive, incluant des descentes sur le terrain pour organiser des réunions d'information et des ateliers fédérateurs réunissant chefs traditionnels, organisations de la société civile (OSC) et comités d'animation et de développement (CAD). Des formations ont permis d'éduquer les leaders associatifs sur le BP, leur permettant de jouer un rôle clé dans la sensibilisation et l'identification des priorités locales. Des délégués ont été nommés par quartier pour défendre les projets communautaires, assurant ainsi que chaque voix soit entendue dans le processus décisionnel. En outre, la mairie a tiré parti des médias de masse de masse et du magazine la Tribune du Citoyen (produit par Assoal) pour atteindre un public plus large.

Les attentes des participants étaient élevées : ils espéraient voir une amélioration tangible de leurs conditions de vie, une prise en compte réelle de leurs préoccupations et une implication active dans leur propre développement. La multiplication des instances de participation, notamment à travers les CAD, était également perçue comme essentielle pour garantir une

représentation équitable.

Cependant, plusieurs défis initiaux se sont posés lors du lancement du BP. L'inclusion de toutes les couches sociales représentait un enjeu majeur, tout comme la mobilisation effective des citoyens et la nécessité d'assurer cohérence et redevabilité tout au long du processus. Malgré ces obstacles, l'initiative continue d'évoluer et promet d'apporter des changements significatifs dans la façon dont les affaires locales sont gérées à Yaoundé VI.

## **Déroulement chronologique de l'expérience**

### Les différentes étapes du BP

Le BP dans la CAY 6 s'est déroulé en plusieurs étapes clés. Tout d'abord, des campagnes ont été menées pour informer les citoyens sur le concept. Ces efforts ont été suivis par l'organisation de forums dans chaque quartier où les participants ont identifié leurs problèmes locaux. A partir de ces discussions, des solutions ont été formulées et des projets prioritaires. La désignation des délégués du BP a ensuite eu lieu, ces derniers étant responsables de défendre les intérêts de leur quartier lors du forum central où tous les projets étaient évalués par rapport à l'enveloppe financière disponible.

### Les personnes ou groupes de personnes mobilisées

L'assemblée générale (AG) a réuni plusieurs parties prenantes, y compris les populations locales, les délégués, les chefs traditionnels et le secteur marchand pour une première année marquée par un fort engagement communautaire. Pour la deuxième année, Assoal a introduit un système innovant permettant aux citoyens d'envoyer leurs choix de projets par SMS sans frais.

### Le rôle des autorités traditionnelles dans le déroulement de cette expérience

Les autorités traditionnelles ont joué un rôle crucial tout au long du processus ; leur adhésion a facilité l'engagement communautaire et l'implication diverse d'acteurs variés. Les chefferies ont servi de lieux pour accueillir les forums, tandis que la Sous-préfecture a délivré les autorisations nécessaires aux manifesta-

tions publiques. La commune a débloqué des fonds pour financer les projets retenus, tandis que les OSC ont envoyé des experts pour animer ces rencontres.

### Les moments ou évènements marquants durant ce processus

Des moments marquants jalonnent cette expérience : le forum des délégués a parfois généré frustration lorsque certains projets prioritaires n'étaient pas retenus malgré l'espoir placé en eux. Par exemple, le besoin urgent d'un ouvrage de franchissement d'un ruisseau derrière le camp Yeyap a mis en exergue l'importance cruciale d'écouter et d'agir sur les besoins exprimés par la population. En revanche, l'enthousiasme grandissant autour du BP s'est illustré lorsque certains projets prioritaires ont été réalisés par la mairie. Un autre évènement notable fut l'obtention d'un prix à Dakar (Sénégal) pour le BP qui a permis à certains acteurs locaux d'échanger leurs expériences avec d'autres municipalités africaines et inspirer ainsi une adoption plus large du concept au Cameroun. De plus, cette initiative a inspiré le projet PAMOP-C financé par l'Union Européenne (UE) à hauteur de 300 000 000 FCFA (450 000 euros).

### Les mécanismes d'intégration des retours des citoyens dans le déroulement de cette initiative

Enfin, plusieurs mécanismes ont été mis en place pour intégrer les retours des citoyens tout au long du processus : forums réguliers, assemblées générales et autres espaces participatifs ont permis aux citoyens d'avoir une voix active dans le déroulement du BP. Ces échanges continus garantissent que le projet reste aligné avec les attentes et besoins réels des populations locales. A cet effet, un représentant de la société civile déclare : « Je tiens à exprimer ma satisfaction quant à l'intégration des retours des citoyens dans le processus du BP. C'est une avancée majeure qui témoigne de l'engagement des autorités envers une gouvernance plus inclusive et transparente ».

## **Perceptions du projet**

### Le vécu personnel du dispositif de BP

L'expérience du BP dans la CAY 6 revêt une

pertinence significative, tant sur le plan démocratique que sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Tout d'abord, il est essentiel de reconnaître le vécu personnel des participants au dispositif. La nécessité de changer de paradigme s'est imposée, car le concept du BP n'était pas toujours bien assimilé. Souvent, les projets étaient élaborés dans le but de satisfaire les bailleurs de fonds, mais leur réalisation était entravée par un manque de moyens financiers. Bien que le dispositif ait été bien conçu, la multiplicité des acteurs impliqués a engendré des divergences de perception et des tensions. De plus, la démotivation des animateurs souvent non rémunérés, a constitué un obstacle majeur à la pérennisation du processus.

### Les apports du BP pour la commune et ses citoyens

Malgré ces défis, le BP a apporté des bénéfices notables à la commune et à ses citoyens. Il a permis une augmentation significative de la démocratie participative en intégrant davantage les besoins réels des populations. Ce processus a également favorisé la recherche de nouveaux financements et renforcé la relation entre la commune et les OSC, créant ainsi un environnement propice à l'engagement citoyen.

### Les limites ou obstacles dans la mise en œuvre du BP

Cependant, plusieurs limites et obstacles ont freiné la mise en œuvre efficace du BP. La dénaturation du concept, illustrée par la création d'une association des délégués du BP qui s'est comportée comme une élite autoproclamée, a éloigné le processus des populations. Les référents dans les quartiers se sont désolidarisés, créant une distance qui a nui à l'authenticité du BP. De plus, le décès du maire porteur de cette initiative et l'absence d'adhésion de son successeur ont fragilisé l'engagement envers le concept. Les difficultés de mobilisation des fonds et le cloisonnement du processus ont également constitué des obstacles majeurs, tout comme le manque d'expertise des animateurs locaux pour accompagner la maturation des projets.

### Les exemples concrets de réussite ou de tension

Plusieurs exemples concrets illustrent les réussites du BP à Yaoundé VI. Le pont à Melen I reliant Melen II répondait à une doléance essentielle des habitants. A cet égard, un citoyen souligné que : « ça fait plaisir de voir que la mairie nous écoute ; parce qu'avant on avait l'impression qu'ils étaient déconnectés des réalités de notre quartier ». De même, grâce au projet PEDECUDE financé par l'UE et mis en œuvre par ASSOAL, de nombreux robinets d'eau ont été installés à travers la commune. Les lampadaires dans les 24 quartiers témoignent également d'un engagement concret vers l'amélioration des infrastructures locales. La reconnaissance internationale sous forme d'un prix reçu au Sénégal a permis aux acteurs locaux de partager leur expérience et d'inspirer d'autres initiatives similaires.

Pour informer et mobiliser la population, la mairie a adopté une approche proactive, incluant des descentes sur le terrain pour organiser des réunions d'information et des ateliers fédérateurs réunissant chefs traditionnels, organisations de la société civile (OSC) et comités d'animation et de développement (CAD).

Néanmoins, certaines tensions ont émergé durant ce processus. La création de l'association des délégués du BP en est un exemple frappant : elle a suscité des contestations quant à son rôle et à son influence sur le processus participatif initialement prévu.

En somme, l'expérience du BP à Yaoundé VI démontre une dynamique complexe où les succès coexistent avec les défis. Cette initiative reste un modèle précieux pour renforcer l'engagement citoyen et améliorer la gouvernance locale, mais elle nécessite une réflexion continue pour surmonter ses limites et garantir une participation authentique et inclusive.

## **Recommandations**

Le BP est un outil essentiel pour favoriser la participation citoyenne et répondre aux besoins des populations. Toutefois, pour garantir son efficacité et sa pérennité, plusieurs recommandations s'imposent.

### Pour les politiques publiques

Tout d'abord, il est crucial de remettre au goût du jour le BP. Cela passe par une réévaluation

des méthodes et des processus utilisés, afin de s'assurer qu'ils répondent aux attentes et aux réalités actuelles des citoyens. Un BP revitalisé attirerait davantage l'attention et l'engagement des populations.

### Pour les acteurs

Ensuite, le renforcement des capacités des acteurs impliqués est indispensable. Il est important d'organiser des formations régulières pour les délégués, les animateurs et les agents communaux afin qu'ils soient mieux équipés pour gérer le processus. Cela permettra non seulement d'améliorer la qualité des projets proposés, mais aussi de renforcer la confiance entre les différentes parties prenantes.

Impliquer un maximum de personnes dans le processus et communiquer efficacement est également primordial. Une stratégie de communication bien élaborée garantira que même en cas de changement d'équipes ou de responsables, le concept du BP ne meurt pas. La continuité et la transparence sont essentielles pour maintenir l'engagement citoyen.

Enfin, il est important d'identifier les acteurs actuels sur le terrain. Cela permettra de mieux comprendre les dynamiques locales et d'adapter le BP aux besoins spécifiques des différentes communautés. En collaborant avec ces acteurs, on pourra créer un environnement plus inclusif et représentatif.

### Pour la mairie

De plus, il est essentiel de chercher des financements ailleurs que dans les seules sources de la mairie. Diversifier les sources de financement permettra d'assurer la réalisation effective des projets retenus. Cela pourrait inclure la recherche de partenariats avec des ONG, des institutions internationales ou même le secteur privé.

En résumé, en remettant au goût du jour le BP, en renforçant les capacités des acteurs, en diversifiant les financements, en impliquant largement la population et en identifiant les acteurs locaux, nous pouvons garantir une expérience de BP plus efficace et durable pour tous.

## LES CH'TI TAIDX À LOOS- EN-GOHELLE

Qui a dit que l'évaluation des politiques publiques était forcément barbant ? Qu'elle ne pouvait pas devenir un levier de reconnaissance de celles et ceux qui s'impliquent sur leur territoire ?

La Ville de Loos-en-Gohelle a créé les Ch'ti TAIDX (licence libre et open source pour Territoires d'Apprentissage et d'Innovations Démocratiques XXL), des petits théâtres d'expression libre qui renouvellent l'expérience de l'évaluation des politiques publiques par la mise en récits. Inspirés des conférences TEDx, ils donnent la parole non pas à des expert-es, mais à des habitant-es ayant porté des initiatives exemplaires en coopération avec la mairie.

Nés en 2018 dans le cadre de « Faites-in-Loos », une manifestation qui rassemble chaque année les initiatives portées par les habitants et associations au cours d'une année, les « Ch'ti TAIDX » sont un rendez-vous annuel mettant en avant des initiatives et associations loossoises, et sont de véritables temps de « démocratie narrative ».

Dans le public, nous retrouvons des proches mais surtout des agent-es et des élu-es de la collectivité qui écoutent le récit de celles et ceux qui font la ville avec eux et apprennent de leur retour d'expérience.

Après avoir travaillé avec des journalistes pour écrire leur « pitch », les habitant-es sont invité-es à narrer leur projet dans une ambiance feutrée, propice à l'émotion et au partage. L'intention est de raconter la façon dont s'est déroulée la coopération avec la mairie, sans en faire l'éloge mais, au contraire, en se basant sur le réel vécu, y compris critique.

Cette expérimentation devient alors à la fois un instrument d'implication des habitant-es, dont l'engagement est reconnu et valorisé, et d'évaluation de la coopération entre les citoyen-nes et la mairie. Leurs histoires per-

mettent en retour d'améliorer l'organisation de la municipalité, des services et de renforcer la capacité de la mairie à co-construire avec les citoyen-nes.

« Les Loossois et Loossoises sollicités n'ont pas été choisis dans le but de faire l'éloge de cette collaboration. Une totale indépendance dans l'écriture de leur récit leur a été laissée et la mairie n'a pas hésité à inviter des porteurs de projet qui avaient été critiqués vis-à-vis de ses actions. L'idée n'était pas de réaliser une opération de communication mais bien d'évaluer, à travers l'expression de récits alternatifs, la coopération entre citoyens et mairie autour de projets coproduits. Et la coopération, ça frotte ! Ça peut soulever des tensions, c'est rarement lisse. » (Extrait du référentiel d'implication citoyenne de Loos-en-Gohelle).

### Objectifs de l'initiative

Comprendre les blocages en termes de coopération, depuis le point de vue des premiers concernés.

- En tirer des enseignements, faciliter par la suite d'autres projets.
- Promouvoir l'esprit de coopération, faire découvrir les initiatives locales à d'autres publics (partenaires, médias...).
- Montrer que l'évaluation, la critique, est constructive et permet même de créer une adhésion, du collectif.
- Montrer que l'évaluation est intéressante si tout le monde a son mot à dire !

Les TAIDX sont une histoire de regards, une capacité à se mettre à la place de, de s'écouter, On s'autorise à regarder autrement ! Echec ou réussite, c'est collectif et chacun joue un rôle dans ce rouage commun.

### Les TAIDX, ça donne quoi au concret ?

Le 7 février 2024, la médiathèque de Loos-en-Gohelle a accueilli une nouvelle édition du Ch'ti TaidX, devant une trentaine d'élus, habitants, famille et partenaires.

Cette édition a mis à l'honneur une initiative : la désimpermeabilisation de la cour de l'école Basly, un projet né de la mobilisation des élèves et de leurs familles. Sensibilisés aux enjeux environnementaux, par Loos N'Gourma et l'enseignante Mme Grzeda, des élèves de CM2 ont adressé une lettre au maire pour demander une cour plus agréable et plus verte. Soutenus par leurs parents et la municipalité, ils ont participé aux travaux de débitumisation pendant les vacances scolaires, transformant l'espace bétonné en un lieu plus naturel et rafraîchissant. « On voulait une cour plus belle et plus agréable », confie Mirco, jeune Loossois impliqué dans le projet.

### *Les Ch'ti TAIDX (licence libre et open source pour Territoires d'Apprentissage Démocratiques XXL) sont des petits théâtres d'expression libre qui renouvellent l'expérience de l'évaluation des politiques publiques par la mise en récits.*

Ce chantier participatif s'est inscrit dans la démarche du « Fifty/Fifty », un modèle qui permet de partager les efforts entre municipalité et citoyens. « C'est mettre en œuvre des actions en jouant le jeu du gagnant/gagnant », explique Geoffrey Mathon, Maire de Loos-en-Gohelle. Grâce à cette coopération, le coût du projet, estimé à 35 000 €, a été considérablement réduit. « Il y a une logique financière dans un Fifty/Fifty », ajoute Julian Perdrigeat, animateur du dialogue qui s'installe lors du Ch'ti Taidx (extrait du site web de Loos-en-Gohelle).

En écoutant les enfants raconter sur scène, on comprend alors que d'autres écoles alen-

tour veulent faire pareil. Les jeunes racontent aussi leur frustration de la longue réponse de la mairie. « On attendu le mois de mai pour avoir la réponse de la collectivité » témoigne un élève. « On voulait de la beauté dans la cour. ». En échangeant, la maitresse témoigne aussi que l'endroit est « beau, apaisant, qu'il y a moins de problème dans la cour. » Un effet inattendu révélé par l'histoire !

La maitresse raconte aussi les contraintes, les enjeux techniques (sécurité notamment) que ça a pu soulever. « On comprend qu'en dessous, il y a le réseau des chaudières, le réseau de chauffage, des câbles à haute tension... Les services techniques n'avaient plus les plans exacts et il a fallu les retrouver auprès d'une entreprise partenaire ce qui a demandé du temps.

La mairie est certes « lente » comme l'ont souligné les élèves, mais elle a aussi des contraintes de sécurité ! Les élèves en prennent conscience...

C'est la question de la responsabilité pénale et civile qui est remise sur la table, et de la stratégie menée par la collectivité, qui veut agir en respectant la loi mais de manière créative pour faire vivre le projet. Comme le complète le maire, « on accepte de prendre un risque, mais on est dans une posture de protection. Les questions de litiges et de conflits sont peu abordées, surtout quand on est sur du multi-acteurs. »

Les assurances rentrent dans le jeu. Mais « si on n'ose pas, il se passe rien », mais ça ne se fait pas facilement. C'est de la rencontre, du partage, de la répartition des rôles » rappelle le Maire. « On prend le temps de comprendre les contraintes, de savoir qui lâche sur quoi ».

Le maire admet néanmoins la lenteur... « plus de 2 ans et demi pour sortir cette cour, c'est trop. Demain, il faut qu'on s'améliore ! ». En effet, « 1 an pour les enfants, c'est énorme comme rapport au temps, il faut leur faire comprendre que c'est pour les petits frères et pas pour eux, c'est compliqué. Il y a eu plein d'espoir quand ils ont vu les barrières s'installer » complète la maitresse.

Sur la coopération et l'engagement, la maitresse révèle aussi que « c'est une dynamique historique qui crée ce terreau là à Loos ! »,

c'est toute la valeur immatérielle des actions menées par la mairie et les habitants depuis des années qui créent cette envie d'engagement et il s'agit de le reconnaître ! C'est l'intérêt de cet espace qui permet de réancrer la raison du pourquoi, et de rouvrir les mémoires : les participants se rappellent qu'il y avait aussi eu des précurseurs il y a quelques années qui avaient voulu faire la même chose.

Les parents d'élèves témoignent aussi la fierté d'avoir vu leurs enfants se saisir d'un projet et le réaliser. « On voyait les larmes aux yeux des parents, des enseignants, des enfants qui jouaient ».

En écoutant les enfants et la maitresse raconter, la mairie constate que « si on avait juste mis 40 000 euros, il y aurait eu juste des sourires, pas des larmes de joie ».

C'est la question de l'évaluation de la valeur qui est ici posée ! « On oublie parfois les externalités positives ... et négatives », rappelle le Maire. « Quand il neige, ça glisse maintenant dans la cours d'école. Il va y avoir des feuilles, des gens qui ne seront pas contents, des agent-es d'entretiens qui vont devoir ramasser les feuilles. La dynamique du sens du projet peut se perdre avec le temps ! » Comment gérons-nous ensemble ces externalités ? C'est alors qu'une proposition collective émerge : une charte d'usage pour mettre en récits cette histoire et sa gestion collective comme un commun.

La salle propose aussi une autre idée : célébrer les victoires intermédiaires quand l'attente est trop longue entre les projets !

### ***Mise en récits et implication habitante***

Cette approche s'inscrit dans l'action municipale au long cours de la Mairie de Loos-en-Gohelle.

En un mot, un exercice d'évaluation de politiques publiques, qui rime avec célébration.

## **POUR ALLER PLUS LOIN**

### **TUTO : ANIMER UN CH'TI TAIDX**

1. Répérer des initiatives qui ont été co-portées par des habitants et la municipalité, en coopération, et qui ont produits des effets. Cela peut être des projets réussis comme des projets n'aboutis / qui ont suscité des conflits. Une occasion de plus de tirer des enseignements !
2. Accompagner les habitants à formuler leurs histoires, assumer leur vécu, prendre de la hauteur sur l'organisation de la coopération entre habitants, services et élus... Pour l'accompagnement, faire appel à un ou une journaliste formée à la mise en récits, à la narration de trajectoires, qui connaît bien le système municipal.
3. Faire valider à l'écrit le cadre de confiance et de parole par la mairie, qui s'engage à écouter de manière constructive les critiques dans une logique d'amélioration
4. Accepter de jouer le jeu et de « mouiller le maillot ! ».
5. Louer une salle, faire un partenariat avec un artiste local ou une association pour réaliser l'affiche d'invitation
6. Inviter les partenaires du projet, les habitants, les services mobilisés - et toute la mairie, ainsi que des médias.
7. Choisir un « maitre de cérémonie » qui sera en charge de l'animation, qui saura détendre l'atmosphère autant qu'accompagner le récit de chacun. En tant qu'animateur il s'agit de :
  - Accentuer sur la réussite, le rôle de chacun.e, encore à s'applaudir.
  - Tenir une posture légère, sur le ton de l'humour, de la légèreté, détendre l'atmosphère.
  - oser le cadre : on a le droit d'être en désaccord, d'avoir un autre point de vue, mais on lève la main. Etre dans une logique de non-jugement.
  - Présenter le déroulé.

- Dans l'animation : relancer, creuser... tirer le fil du ressenti.
- Donner envie de la participation, de l'échange, dans un cadre construit.
- 8. Le Jour J, prévoir de quoi grignoter et boire un verre : c'est un moment de fête et de célébration de la coopération !

### **RESSOURCES**

Les vidéos des Ch'ti TaidX sur [la chaîne Youtube](#) de la ville de Loos-en-Gohelle.

## POUR ALLER PLUS LOIN

---



**Réorienter le paquebot-monde** : un référentiel ouvert et partagé entre les communes résilientes de Loos-en-Gohelle et Yaoundé VI (juin 2026).

**La Fabrique des transitions anime une alliance transpartisane de territoires et de réseaux d'acteur·ices qui renouvellent la manière de conduire les transitions, à travers une approche systémique.**

**Née de la mutualisation d'expériences de territoires pionniers des transitions en France, elle réunit plus de 400 organisations publiques et privées et 1000 personnes : collectivités territoriales, réseaux d'acteur·ices, associations, entreprises, ONG, médias, universités, etc.**

**Ensemble, les allié·es forment une communauté à la fois de partage d'expériences et d'accompagnement de territoires, pour favoriser le développement de dynamiques territoriales de transition et leur changement d'échelle.**

**DIRECTION DE PUBLICATION**  
Julian Perdrigeat

Avec les contributions des membres des deux délégations.

**RÉDACTION**  
Anne-Louise Negre,  
Achille Noupeou.

**MISE EN PAGE**  
Irwina Marchal

